

Safe on Paper, Unsafe in Reality:

Egypt and EU Return Policy

In 2025, the European Commission launched a major overhaul of the EU return framework, proposing an EU list of safe countries of origin, a revised safe third country concept, and a new regulation to accelerate returns.

Under these new rules, Egypt is considered a “safe” country of origin, could be treated as a “safe” third country, and may become a destination for forced returns through bilateral agreements.

But Egypt is NOT safe – not for Egyptians, nor asylum seekers, migrants, or refugees. Here's why:

What happens to Egyptian nationals?

- Egypt counts tens of thousands political prisoners, including journalists, human rights defenders, doctors, and academics
- Torture is widespread, involving beatings, electric shocks, sexual and psychological abuse; the use of death penalty is on the rise
- Enforced disappearance is a tool to silence dissidents, who are arrested without warrants, held in secret facilities, with no access to lawyers or family
- Unfair trials are common, e.g., defendants are denied lawyers, tried without access to case files, and sentenced based on State Security investigations alone
- Inhumane detention conditions include overcrowding, solitary confinement, denial of medicare care and visitation rights, and poor sanitation

This is the reality for
Egyptian citizens –
not a “safe country.”

Read the case of activist Alaa Abd el-Fattah – imprisoned for over a decade, now on hunger strike along with his mother to protest inhumane detention

What happens to people on the move in Egypt?



Criminalization, arbitrary detention, and erosion of protection

- People on the move are arbitrarily detained in inhumane conditions, including children, women, and people with medical needs — see what happens to Sudanese and Eritreans
- The new asylum law (2024) worsened the situation by transferring asylum decisions from UNHCR to Egyptian authorities, allowing the arbitrary detention of asylum seekers during processing, enabling deportation, and restricting freedoms and services



Voices are silenced and met with repression

- In 2023, Sudanese and Eritrean refugees held sit-ins in front of UNHCR offices, calling for protection and basic rights
- Protests were violently dispersed by police, and refugee activists were later targeted with threats, surveillance, and intimidation



Mass deportations keep rising, refoulement to countries at war continues

- April-September 2023: 5,000+ deportations, including 3,000 in September alone
- November 2023: 1,600 deportations, including recognized refugees
- March 2025: 21,000 deportations to Sudan



This is the reality for people on the move in Egypt — not a “safe country.”



Read what happens to many Sudanese refugees deported back despite the ongoing armed conflict — a clear violation of non-refoulement

Sûr sur le papier, dangereux dans la réalité: L'Égypte et la politique de retour de l'UE

En 2025, la Commission européenne a lancé une révision majeure de la politique de retour de l'UE, proposant une liste européenne des pays d'origine sûrs, une révision du concept de pays tiers sûr et une nouvelle réglementation visant à accélérer les retours.

En vertu de ces nouvelles règles, l'Égypte est considérée comme un pays d'origine « sûr », pourrait être traitée comme un pays tiers « sûr » et pourrait devenir une destination pour les retours forcés dans le cadre d'accords bilatéraux.

Mais l'Égypte n'est PAS un pays sûr, ni pour les Égyptien.nes, ni pour les demandeur.euses d'asile, les migrant.es ou les réfugié.es. Voici pourquoi :

Qu'advient-il des ressortissant.es égyptien.nes ?

- L'Égypte compte des dizaines de milliers de prisonniers politiques, notamment des journalistes, des défenseurs des droits humains, des médecins et des universitaires
- La torture est répandue, sous forme de coups, de chocs électriques, d'abus sexuels et psychologiques; le recours à la peine de mort est en augmentation
- Les disparitions forcées sont un moyen de réduire au silence les dissident.es, arrêté.es sans mandat, détenu.es dans des lieux secrets, sans accès à un avocat ou à leur famille
- Les procès sont inéquitables : les accusé.es sont privé.es d'avocat, jugé.es sans accès au dossier, et condamné.es uniquement sur la base des enquêtes des services de sécurité de l'État
- Les conditions de détention sont inhumaines : surpopulation, isolement cellulaire, refus de soins médicaux et de droits de visite, mauvaises conditions d'hygiène

C'est la réalité pour les
citoyen.nes égyptien.nes —
ce n'est pas un « pays sûr »

Lisez le cas de l'activiste Alaa Abd el-Fattah
— emprisonné depuis plus d'une décennie,
il mène actuellement une grève de la faim
avec sa mère pour protester contre ses
conditions de détention inhumaines

Qu'advient-il des personnes en mouvement en Égypte?



Criminalisation, détention arbitraire et érosion de la protection

- Les personnes en mouvement sont détenues arbitrairement dans des conditions inhumaines, y compris les enfants, les femmes et les personnes ayant des besoins médicaux – voyez ce qui arrive aux Soudanais et aux Érythré
- La nouvelle loi sur l'asile (2024), a aggravé la situation en transférant les décisions d'asile du HCR aux autorités égyptiennes, autorisant la détention arbitraire des demandeur.euses d'asile pendant la procédure, permettant l'expulsion et restreignant les libertés et les services



Les voix sont réduites au silence et réprimées

- En 2023, des réfugié.es soudanais.es et érythréen.nes ont organisé des sit-in devant les bureaux du HCR, réclamant protection et droits fondamentaux
- Les manifestations ont été violemment dispersées par la police, et les militant.es réfugié.es ont ensuite été victimes de menaces, de surveillance et d'intimidation



Les expulsions massives continuent d'augmenter, les renvois vers des pays en guerre se poursuivent

- Avril-Septembre 2023 : plus de 5 000 expulsions, dont 3 000 pour le seul mois de septembre
- Novembre 2023 : 1 600 expulsions, y compris des réfugié.es reconnu.es
- Mars 2025 : 21 000 expulsions vers le Soudan



C'est la réalité pour les personnes en mouvement en Égypte – ce n'est pas un « pays sûr »



Lisez ce qui arrive à de nombreux.ses réfugié.es soudanais.es renvoyé.es malgré le conflit armé en cours – une violation flagrante du principe de non-refoulement